

Bulletin d'histoire politique

Québec: le pouvoir de la ville et la ville du pouvoir

Gilles Gallichan



Québec: le pouvoir de la ville et la ville du pouvoir

Volume 4, numéro 1, automne 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063506ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063506ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gallichan, G. (1995). Québec: le pouvoir de la ville et la ville du pouvoir. *Bulletin d'histoire politique*, 4(1), 7–10. <https://doi.org/10.7202/1063506ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

QUÉBEC: LE POUVOIR DE LA VILLE ET LA VILLE DU POUVOIR

Gilles Gallichan

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

C'est devenu un truisme facile d'opposer Québec, bâtie sur son rocher défensif, ville de structures administratives, de technocraties et de bureaucraties, à Montréal, ville carrefour, ville ouvrière où fleurit la libre entreprise. Il y a sans doute derrière cet énoncé superficiel un vieux réflexe de méfiance à l'égard du pouvoir gouvernemental, car on oublie que l'État n'a pas le monopole des lourdes structures. On croit aussi à tort que Québec se résume à l'Assemblée nationale et au Gouvernement, car sans être une grande ville métropolitaine, Québec compte des entreprises, elle a ses quartiers populaires et ouvriers et ce depuis ses origines. Québec n'est donc pas une ville immobile étriquée dans ses vieilles pierres et ses organigrammes ministériels. Elle se transforme, mais en une patiente et perpétuelle évolution selon l'expression de l'écrivain français Maurice Genevoix.

Québec, ville de pouvoirs

Il est vrai que, déjà au XVII^e siècle, Frontenac voyait dans la ville de Québec «la capitale d'un vaste empire». Il annonçait ce rôle prestigieux pour elle dans le but, malgré tout modeste, de mettre de l'avant un premier plan d'urbanisme pour la ville. Pendant tout le régime français, le rôle politique de Québec s'est confondu à son rôle militaire. C'est par sa position stratégique exceptionnelle que la ville s'est imposée comme tête d'empire et capitale coloniale. La conjonction de fleuve et de montagnes, site remarquable en soi, ne pouvait qu'attirer le pouvoir, ou, devrait-on dire, les pouvoirs.

L'histoire de Québec est depuis longtemps articulée sur les pouvoirs. Elle a rassemblé dans ses murs le pouvoir militaire, en étant une place forte et une ville-garnison. Elle est aussi au cœur du pouvoir politique avec la présence du gouverneur et, après 1792, celle du Parlement. Québec détient

également une large part du pouvoir religieux, puisque la ville est le siège de deux évêchés, l'un catholique, l'autre anglican. Le port, qui accueille au XIX^e siècle des centaines et bientôt des milliers de vaisseaux, fait de Québec un carrefour commercial et économique. Au XIX^e siècle, on voit surtout prospérer les industries de la construction navale, du bois, du cuir et du papier. En outre, Québec a longtemps monopolisé le pouvoir intellectuel avec l'Université Laval qui défendait jalousement son hégémonie sur l'enseignement supérieur francophone au Québec.

Cette concentration de tant de pôles de décision dans une seule ville devait inévitablement susciter de légitimes méfiances et de saines rivalités. Avec le temps, le pouvoir économique s'est déplacé en amont avec la continentalisation de l'économie. La Citadelle de Québec a cessé d'être l'unique pivot de la défense territoriale. De nouvelles universités et de nouvelles provinces ecclésiastiques ont finalement fragmenté les pouvoirs religieux et intellectuel.

Les changements constitutionnels de 1840 et de 1867 ont déplacé aussi le pouvoir politique vers d'autres villes: Kingston, Toronto, Montréal, Ottawa. Mais, à ce chapitre de la politique, la relation du pouvoir et de la ville a continué de s'appliquer d'une façon particulière à Québec. La lente émergence d'un État québécois, tout limité soit-il, a façonné la physionomie de la ville et son architecture. La vie politique lui a également imposé son rythme. Depuis deux siècles, presque sans interruption, Québec a été le lieu de rencontre des députés et c'est sans doute dans cette activité parlementaire que l'histoire de Québec est le plus profondément inscrite dans l'histoire du Québec.

La politique a tissé de nombreux liens symboliques avec la capitale. Bien des événements, dont certains moins bien connus, se sont déroulés à Québec en marge des activités gouvernementales et parlementaires. C'est en bonne partie grâce à son rôle politique que Québec s'est tant «chargée d'histoire».

La session de 1837

On pourrait citer de nombreux exemples. En voici un qui garde encore sa charge symbolique après plus d'un siècle et demi. En 1837, la ville de Québec vivait un été chaud. En juin, une élection partielle dans la basse-ville provoque des affrontements entre bandes rivales patriotes et britanniques. Les esprits demeurent tendus lorsque le gouverneur Gosford convoque une session extraordinaire au mois d'août. Ce qu'on raconte dans les manuels, c'est l'arrivée des députés patriotes vêtus d'étoffe du pays pour bien montrer

qu'ils suivaient tous le mot d'ordre de boycotter les produits d'importation anglaise. Mais le détail de ces journées est moins connu.

L'arrivée de Papineau à Québec le 16 août donna lieu à une autre algarade. Arrivé en bateau, il monte dans un fiacre pour se rendre à sa pension située dans le faubourg Saint-Jean. Quelques fiers-à-bras l'ayant reconnu entourent sa voiture en le menaçant. Ils frappent à coups de poing les côtés du fiacre en essayant de le renverser. Des sympathisants patriotes interviennent, libèrent le coche qui peut enfin repartir. Cet incident fait monter d'un cran la tension. Au cours des heures suivantes, d'autres incidents surviennent: des vitres volent en éclats là où logent les députés et en particulier à la pension de Papineau. On voit aussi apparaître sur les murs, dont ceux même du Parlement, des graffitis dont la grossièreté choque même le *Quebec Mercury*, qui n'était pourtant pas avare d'injures envers les chefs patriotes. Le journal de la classe commerciale britannique jugeait que les partisans du gouverneur allaient cette fois trop loin dans une société civilisée.

Le jour de l'ouverture de la session, le 18 août, le gouverneur Gosford, protégé par l'armée, quitte le château Haldimand, sa résidence, pour se rendre au Parlement. Celui-ci occupe, à l'époque, l'espace de l'actuel parc Montmorency à mi-hauteur de la côte de la Montagne. Sa berline traverse la place d'Armes entourée d'une double haie de soldats au garde-à-vous. Les curieux sont tenus à l'écart par mesure de sécurité.

Au même moment, à la porte Saint-Jean, une foule d'environ 2000 personnes est venue escorter et acclamer Papineau et les députés patriotes. Papineau est littéralement saisi par la foule et remonte la rue Saint-Jean comme emporté par cette vague humaine. Cette image saisissante illustre bien toute la symbolique fondamentale qui réside dans une capitale comme Québec. D'un côté le gouverneur et l'armée, de l'autre le peuple et ses représentants. D'un côté la force, de l'autre la volonté ou, pour paraphraser Victor Hugo, d'un côté le souverain, de l'autre la souveraineté.

Si les événements de 1837 ne s'étaient pas terminés dans la débâcle et dans la répression militaire, nul doute que cette journée du 18 août 1837 serait soulignée dans tous nos manuels d'histoire comme un moment clé illustrant la conquête de la démocratie au Bas-Canada.

La capitale et l'identité

Québec capitale apparaît ainsi comme une ville-théâtre, comme une scène où se jouent les destinées collectives et individuelles. Jean Bruchési parlait d'une «ville de souvenirs tangibles» en raison de cette présence presque

physique de l'histoire à Québec. C'est ce qui fait aussi qu'avec les siècles, dans ce creuset de pouvoirs et d'espairs, Québec a acquis une force symbolique et identitaire pour les Québécois. Basile Routhier avait bien saisi cela déjà, il y a un siècle, lorsqu'il écrivait que Québec représente pour les Canadiens français ce que La Mecque est pour les musulmans, Jérusalem pour les juifs, Rome pour les Italiens ou Paris pour les Français. Donc, une ville-phare, un pivot d'identité.

Cette réalité était à ce point évidente que c'est la ville de Québec qui, dès la Proclamation royale de 1763, donne son nom à la «province de Québec», puis, plus tard, *au* Québec. Il y a un siècle, être Québécois c'était vivre dans la ville de Québec. Aujourd'hui, se dire Québécois c'est beaucoup plus que cela; c'est affirmer une identité, assumer une fidélité et un héritage, c'est participer à un projet collectif dont l'État et sa capitale ne sont en somme que les signes visibles. Et cette modeste expérience de l'aventure humaine aura germé sur les pavés de cette ville, entre le château et le Parlement. Cela fait déjà de Québec plus qu'un cadre unique ou qu'un décor remarquable.